

Pour le droit de liberté de mouvement Non aux déportations



La migration est une réalité.

La migration existe depuis le début de l'histoire de l'humanité. Les mouvements de migration se trouvent longtemps avant l'existence d'états et de frontières. Ils sont causés en partie par l'exploitation économique des états industriels. La migration est synonyme de décisions et d'actes autodéterminés d'hommes dans le désir de bonheur, de meilleure vie et trop souvent de lutte de survie. La migration est une stratégie d'hommes et un mouvement social mondial. Malgré d'obstacles massives elle surmonte des frontières nationales et met des questions de nationalité et de participation aux richesses et droits sur l'agenda.

Le contrôle étatique de migration sert aux intérêts économiques et politiques

Dans le monde entier, surtout dans les pays soi-disant riches on trouve un renforcement de la politique d'immigration. La liberté de mouvement au-delà des frontières n'est évidente qu'avec le „bon“ passeport. D'avoir la „fausse“ nationalité désavantage les hommes en ce qui concerne l'accès aux droits de travail et de revenus. En plus les hommes sont accueillis ou refoulés selon les besoins. Les droits d'étrangers donnent aux employeurs de plus en plus de pouvoir sur les travailleurs migrants qui dû à leur état précaire sont obligés d'accepter des conditions intolérables. De façon cynique ils sont en plus culpabilisés d'aggraver les conditions de vie générales.

Avec cela le racisme et le nationalisme se développent. L'inégalité, la concurrence et les conditions d'exploitation sont des parties essentielles et des conséquences du capitalisme global et pas une conséquence de la migration.

L'isolement est de la violence

L'essai de contrôler ou d'empêcher la migration dans un monde capitaliste et patriarcal est de la violence. Des états peuvent illegaliser la migration mais pas l'empêcher. Elles peuvent au maximum la retarder et faire monter son prix – aussi en ce qui concerne les vies humaines. La migration reste toutefois légitime.

La plupart des hommes au continent africain ou asiatique qui se mettent en route s'échouent dans des camps immenses, beaucoup meurent dans le désert ou se noient dans la mer méditerranéenne. Qu'ils ne puissent pas monter un avion à Dakar ou un bac comme les touristes est une décision politique des états européens. Malgré cela il y a des hommes qui surmontent les frontières et les murs avec succès et ont ici un nouveau centre de vie. Beaucoup d'entre eux ne reçoivent pourtant pas un droit de séjour permanent et sont menacés d'expulsion – un des moyens les plus drastiques du contrôle de migration.

L'expulsion est un crime étatique

Elle viole le droit de mouvement, de vie et d'intégrité physique. Les expulsions ajoutent à l'armement militaire et mortel aux frontières.



Des hommes sont entassés dans des camps. L'expulsion inclue des actes de violence nocturnes, des interventions de police massives et traumatisants. Des enfants et des adolescents sont cherchés à l'école et les adultes aux travail. Elle sépare les familles de force et elle a des conséquences mortelles.

La politique d'expulsion est une menace permanente pour de plus en plus d'hommes. Des milliers sont considérés comme assujettis à la sortie depuis des années et ne reçoivent qu'un titre de séjour provisoire et instable. Avec ce titre de séjour ils ne savent pas si et quand leur expulsion aura lieu. Avec cela des hommes sont tenus dans des conditions juridiques insûrs, dans lesquels ils ne peuvent pas se défendre contre de mauvaises condions de vie et de travail. Des expulsions ont l'intention d'intimider et de discipliner les migrants. Ils veulent maintenir l'inégalité existante. Cela nous nuit tous.

Nous tous doivent nous décider – Que voulons- nous?

- Nous voulons des solutions communes pour les questions globales sociales au lieu d'un régime de frontières mortel. Des solutions qui satisfient les besoins de tous les hommes d'existence physique, de sécurité, d'autonomie, d'intégrité, de communauté, d'amour, de dignité et de respect.
- Nous voulons une résistance forte et l'ostracisation d'expulsions de n'importe qui, de n'importe quelle raison et dans n'importe quel pays.

- Nous voulons le respect du droit de mouvement pour tout le monde, le droit de venir, de partir ou de rester.

Tous les hommes sont nés libres et égaux de dignité et de droits.



Nous vous appelons d'agir ensemble avec nous

KMii – Netzwerk Kein Mensch ist illegal Köln · Die KEAs e.V. - Kölner Erwerbslose in Aktion · AGISRA – Arbeitsgemeinschaft gegen internationale sexuelle und rassistische Ausbeutung · Wohnraum für Alle

Kontakt: kmii-koeln@gmx.net

Konto: Ökumenisches Netzwerk Asyl in der Kirche NRW, mot de clé:

Kein Mensch ist illegal, IBAN: DE 93 3705 01980002 6120 18

V.i.s.d.P Jan Henkel, c/o Körnerstr. 77-79, 50823 Köln